

REMANIEMENT MINISTÉRIEL : QUE TOUT CHANGE POUR QUE RIEN NE CHANGE ?

Publié par le SNPTES

Moins de 6 mois après avoir été nommé à l'Éducation nationale, l'Enseignement supérieur et la Recherche, Benoit Hamon quitte le ministère sans véritable bilan. Le SNPTES fait partie de ceux qui exigent une autre politique, ne reposant pas sur les économies faites sur les classes populaires et moyennes et sur des cadeaux fiscaux qui pourtant ont montré leur inefficacité depuis 30 ans que les différents gouvernements les pratiquent. La France et l'Europe ne peuvent sortir de cette crise par cette cure d'austérité qui asphyxie économiquement les pays européens et fait plonger le pouvoir d'achat de ses habitants.

Le SNPTES tient à rappeler à la nouvelle ministre, Najat Vallaud-Belkacem, les enjeux concernant l'Enseignement supérieur et la Recherche :

- revoir le fonctionnement du crédit impôt recherche afin de dégager des fonds pour soutenir les établissements universitaires et de recherche exsangues financièrement ;
- consolider la masse salariale des établissements et la sanctuariser afin d'en finir avec les gels et suppressions de postes et permettre l'accès des contractuels à l'emploi titulaire ;
- mettre fin à la régionalisation de l'Enseignement supérieur et la Recherche ;
- ouvrir des négociations sur l'amélioration des carrières des personnels BIATSS, ITA et ouvriers des CROUS en application du protocole social signé notamment par le SNPTES ;
- prévoir un plan pluriannuel de création d'emplois scientifiques.

Pour le secteur de l'Éducation nationale, le SNPTES tient à rappeler à la nouvelle ministre, ses exigences :

- l'Éducation nationale, qui reste une compétence de l'État, ne doit pas « brader » ses personnels en envisageant des transferts de postes vers les collectivités territoriales ;
- la réflexion sur les métiers doit être menée à son terme et déboucher sur des mesures concrètes, pour l'amélioration des carrières et des conditions de travail ;
- la reconnaissance de la place des ingénieurs et personnels techniques au sein de la communauté éducative ;
- les opérateurs de l'État (CANOPÉ, CNED, CEREQ, etc.) sont soumis à des évolutions, mais cette modernisation ne doit pas être réalisée au détriment des personnels.

Le SNPTES exige que des réponses soient rapidement apportées sur l'ensemble de ces thématiques. Il restera vigilant quant aux options prises par la nouvelle ministre et reste disponible, pour un dialogue social qu'il souhaite constructif, au sein de ce ministère.

Choisy-le-Roi, le 27 août 2014